

Tendances

Alors qu'il recevait, à l'Élysée, le Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh **Mohammad Ben Zayed Al Nahyan**, le Président **Emmanuel Macron** faisait remettre par son Ambassadeur à Doha une lettre écrite à l'Émir du Qatar cheikh **Tamim Ben Hamad Al Thani** (21/06).

TBH, dont on avait annoncé la visite à Paris pour le 06/07 (visite décidée avant la crise actuelle), ne semble plus disposé à quitter son émirat dans le contexte actuel, ce qui est à la fois une déception et un soulagement...

Quelques jours auparavant, Macron recevait le Roi **Abdullah II** de Jordanie, qui se rendait ensuite aux États-Unis (19/06). A Paris, Abdullah II a parlé de la Syrie, de la guerre contre l'État Islamique et de la crise du Qatar, une crise qui commence à l'embarrasser particulièrement, un peu comme c'est le cas désormais de la France.

Les réseaux de l'Élysée travaillent pour convaincre le nouveau Prince héritier saoudien **Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz** de passer par Paris après le sommet du G20 de Hambourg où il représenterait son pays en l'absence du Roi **Salman**. MBS, qui devrait se rendre en visite officielle à Paris en septembre prochain (date à préciser), gagnerait à rencontrer le Président français à l'Élysée alors que la France s'efforce de rester neutre dans le conflit du Qatar et qu'elle tend à s'ouvrir davantage sur l'Iran.

Le 29/06, alors que l'Ambassadeur de France à l'ONU **François Delattre** affirmait que « l'accord sur le nucléaire iranien est une réponse robuste à une crise de prolifération majeure » (JCPOA), le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères **Jean-Yves Le Drian** recevait le Ministre iranien des Affaires étrangères **Javad Zarif** qui arrivait de Rome après Berlin. Le lendemain, le MAE était reçu par le Président français. Le grand rassemblement de l'Opposition iranienne qui se tenait à Paris avec le soutien actif des Saoudiens et de quelques personnalités françaises désormais « hors-circuit », n'a en rien affecté les discussions franco-iraniennes. La tenue de la troisième session du dialogue politique bilatéral dans la capitale iranienne et le contrat remporté par Total en Iran et signé le 03/07 confirment ce rapprochement en cours entre Paris et Téhéran.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Énergie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

L'équipe présidentielle française, qui choisit d'accueillir le Président russe Vladimir Poutine à Versailles puis d'inviter le Président américain Donald Trump au 14 Juillet, **a le sens de l'équilibre et le montre clairement lorsqu'il s'agit des dossiers du Moyen-Orient.**

Dans le contexte actuel, opaque plus que jamais et toujours aussi complexe, **cela semble être l'attitude optimale** pour une puissance moyenne et bien présente comme la France. **Mais est-ce une attitude viable à terme ?**

Sur le dossier de **la lutte contre le terrorisme**, le sommet du G5 Sahel à Bamako est l'occasion pour la France de montrer sa détermination à respecter ses engagements vis-à-vis de ses partenaires, malgré des divergences de vue grandissantes entre Paris et Washington, et malgré les tergiversations d'acteurs régionaux plus ou moins fiables. Les avis, à Paris, et parmi les partenaires de la France, sont partagés sur la stratégie suivie sur ce dossier et sur les moyens consentis. A l'évidence, **on est en situation de surchauffe**, comme d'ailleurs sur l'ensemble du dossier de la lutte contre l'Etat Islamique et le terrorisme islamique...

Un autre dossier régional impliquant la France et dont la gestion chaotique devient plus que dangereuse : **la Libye**. La crise du Qatar ne peut qu'envenimer cette crise, rendant encore plus difficile pour Paris de rester au-dessus de la mêlée, encore moins de satisfaire toutes les parties locales, régionales et internationales. Sur ce dossier, **la France risque de perdre, soit sa neutralité, soit son utilité. Soit les deux.**

Quant au **dossier israélo-palestinien**, la France assure une présence minimale, et pense à mener une nouvelle initiative dans un contexte risqué. Si le maintien d'une présence sur ce dossier paraît utile et nécessaire pour la stabilité régionale et pour l'influence de la France, il semble que **le timing optimal est toujours introuvable.**

Sur **le dossier syrien**, le Président Macron a choisi de parler à la Russie et à l'Iran, en plus de ses partenaires traditionnels, et **d'assumer un pragmatisme inédit pour une sortie de crise**. S'il garantit, théoriquement, une place à la France dans le tour de table qui se monte actuellement sur la Syrie, il n'en est rien pratiquement. Mais, en dépit des critiques entendus dans les milieux dits « néoconservateurs » et parmi les plus engagés idéologiquement, cette démarche menée par l'Elysée et le Quai d'Orsay semble être celle qui **offre la plus grande chance à la France pour se maintenir dans le jeu. Elle méritait d'être engagée.**

Avec **l'Iran**, la question est tout aussi délicate, lorsqu'on voit l'intensité et l'étendu du conflit géopolitique qui oppose la république islamique à l'Arabie saoudite et son camp. La France a eu besoin de longues années pour se réconcilier, très progressivement et partiellement d'ailleurs, avec l'Iran, tout en ménageant ses excellentes relations sur l'autre rive du Golfe. Son Président et son MEAE doivent désormais faire preuve d'une savante dextérité pour, non seulement éviter de devoir faire des choix embarrassants entre les deux camps, mais aussi pour **réussir le repositionnement de la France**

à l'intersection des intérêts de l'ensemble des acteurs. Cela n'est pas impossible tant qu'aucun des deux camps, le camp iranien et le camp saoudien, n'exige de la France de choisir entre eux. Les Saoudiens aimeraient le faire, mais ils n'oseraient pas risquer de perdre la carte française aujourd'hui, alors que les autres cartes, surtout la carte américaine, ont encore besoin d'être bien tenues. Les Iraniens en rêveraient, mais savent qu'ils en sont, encore aujourd'hui, incapables, fautes de contreparties. Cela n'empêche pas le Ministre iranien des Affaires étrangères de proposer, à l'occasion de sa tournée européenne, à l'Allemagne, à l'Italie et à la France, d'élargir leur marge d'indépendance à l'égard des Etats-Unis pour faire équipe avec...l'Iran.

Par contre, **la crise du Qatar**, gérée à ce jour par l'Elysée et le Quai d'Orsay de manière prudente et réussie, risque, à terme, d'embarrasser Paris. Déjà, des voix s'élèvent à Riyad, Manama, Abou Dhabi et Le Caire, invitant les partenaires internationaux à **choisir entre leurs intérêts avec le Conseil arabe de Coopération du Golfe et le Qatar**. L'Ambassadeur des EAU à Moscou, Omar Ghobash, l'a clairement fait savoir aux concernés (interview dans The Times, 29/06), tout en s'adressant surtout au Royaume-Uni, mais aussi à la France, à l'Italie et à l'Allemagne et certainement pas à la Russie où il est en poste, ni aux... Etats-Unis.

Après une prise de recul par rapport aux dossiers internationaux et du Moyen-Orient, le Président Macron a présenté les grandes lignes de sa politique régionale : terrorisme, Syrie, Iran, Golfe, etc. La France, visible et entreprenante, redevient, surtout, pragmatique et (...)

*La suite de **Tendances** est réservée aux clients de MESP*

E-Diplomacy

L'Ambassade de France à Abou Dhabi, une des plus actives sur Twitter (@FranceEmirats) parmi les ambassades de France au Moyen-Orient, a médiatisé l'arrivée du nouvel Ambassadeur **Ludovic Pouille**, lui aussi bien présent sur le réseau à travers son compte personnel (@ludovic_pouille).



C'est avec un grand enthousiasme que Pouille annonce la présentation de ses lettres de créances au Premier ministre et gouverneur de Dubai cheikh Mohammad Ben Rached Al Maktoum « au lendemain de mon arrivée aux EAU », et qu'il annonce son entrée en fonction pour renforcer « la relation stratégique » entre la France et les EAU, relayé par le service de communication de l'Ambassade.



L'Ambassadeur a déjà rencontré les personnes en charge du tourisme et du projet du **Louvre à Abou Dhabi**, un projet stratégique pour les deux pays et qui incarne la quintessence de la **diplomatie culturelle**, et les représentants de l'Alliance Française, un des piliers de la présence francophone aux EAU.

L'Ambassadeur, qui aurait attendu la visite à l'Elysée du Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan avant de prendre ses fonctions officiellement, et qui **ne cesse d'insister sur la dimension stratégique des relations franco-émiraties**, met en avant aussi la dimension « **diplomatie économique** » de sa mission. C'est ainsi qu'il a annoncé, fièrement, être arrivé à Abou Dhabi à bord du **vol inaugural de l'A380** (Ettihad Airways / AirFrance) ...



Pouille, qui peut compter dans sa nouvelle mission sur sa #FrenchDreamTeamUAE, parviendra-t-il à tirer parti de l'affinité entre MBZ et l'équipe présidentielle française (notamment son Ministre de tutelle Jean-Yves Le Drian) pour ouvrir de nouvelles opportunités commerciales sur la voie Paris-Abou Dhabi ?



Plusieurs évènements confirment le **rapprochement diplomatique et économique entre Paris et Téhéran** :

- la visite à Paris du Ministre iranien des Affaires étrangères Javad Zarif, dans le cadre d'une tournée européenne, et sa rencontre à l'Élysée avec le Président Emmanuel Macron, après ses discussions au Quai d'Orsay avec Jean-Yves Le Drian



- la réunion à Téhéran de la troisième session du dialogue politique France-Iran en présence du SG du MEAE Christian Masset



France en Iran [@Francee...](#) · 4h

Aujourd'hui à Téhéran, 3eme session du dialogue politique France - Iran avec Christian Masset, secrétaire général du Quai d'Orsay.



13 27

- la signature du contrat Total, hautement symbolique dans le contexte géopolitique actuel.



Total [@Total](#) · 53m

Replying to [@Total](#)

We are proud and honored to be the first international company to sign an Iranian Petroleum Contract (IPC) [#SouthPars](#)



Patrick Pouyanné

5 20 40



MESP [@mestrate](#) · 2h

Iran: First IPC - finally - signed with France's Total, for the development of phase 11 of South Pars. Picture via [@R_Zandi](#)



1 1

L'Ambassade de France en Iran, active sur la twittosphère mais particulièrement prudente, couvre ces événements ([@FranceenIran](#)), soit en retweetant des sources officielles ([francediplo](#), [@JY_LeDrian](#)) ou même la presse ([@LesEchos](#)), soit en tweetant sans commentaires et sans rajouts à partir de son propre compte (pour annoncer la tenue de la troisième session du dialogue bilatéral ou pour annoncer la rencontre entre Macron et Zarif à l'Élysée)

La couverture plus détaillée de ces événements sont proposées par d'autres comptes sur Twitter, dont celui de [@Total](#) par exemple.

*La suite de cette note et de la rubrique **E-Diplomacy** est réservée aux clients de MESP*

La France vue par les 24

Malgré une présence militaire directe en Méditerranée, dans le Golfe arabo-persique, sur ses bases au Moyen-Orient et en Afrique, et malgré son engagement visible dans la guerre contre le terrorisme, la France ne peut se mesurer, sur ce plan, avec les Etats-Unis. Pourtant, son poids militaire est systématiquement relativisé lorsque les Etats-Unis opèrent un retour en force sur la zone, comme c'est le cas actuellement. L'arrivée surmédiatisée de l'USS George H.W. Bush à Haïfa, la médiatisation de l'engagement direct des forces américaines dans la guerre contre Daech au Levant (Irak, Syrie, Liban), la place centrale de l'USCENTCOM notamment dans les opérations de défense sur l'ensemble de la zone MENA, et la présence massive de moyens militaires américains sur les bases stratégiques (dont la base d'al-Udeïd au Qatar), sont autant de facteurs qui relativisent, en effet, le poids militaire de la France aux yeux de ses partenaires ou adversaires sur la zone. En réalité, **il s'agit d'un retour à la normale après une période, courte heureusement d'ailleurs, où la France s'est retrouvée militairement et stratégiquement « surévaluée » par ses partenaires et adversaires, suite à la convergence d'une série de paramètres de divers ordres et, surtout, à la faveur du repli américain sous Barack Obama.** Sous Emmanuel Macron, la France, dont l'image commence à se confondre avec celle d'une Europe en cours de recomposition suivant l'axe Paris-Berlin, se repositionne autrement, à sa juste valeur, sans excès. C'est d'ailleurs **cette posture, réaliste, qu'apprécient ses partenaires les plus solides, et qui évaluent leur partenariat avec la France à sa juste valeur justement.**

Selon l'entourage du Prince héritier d'Abou Dhabi cheikh Mohammad Ben Zayed Al Nahyan, qui vient d'être reçu à l'Élysée, **le partenariat stratégique entre les Emirats Arabes Unis et la France est pérenne, indépendamment du forcing américain mené par le Président Donald Trump** en direction des pays arabes alliés. Pour MBZ, en effet, **le partenariat stratégique avec Paris est fondé sur une perception clairement identifiée de l'image de la France comme puissance militaire et économique moyenne, et comme puissance diplomatique tout court.** Pour les Emiratis, partenaires clés de Paris au Moyen-Orient, la comparaison qu'on a tendance à faire systématiquement entre la France et les Etats-Unis en vue d'évaluer leur impact relatif sur les questions régionales, n'a pas lieu d'être en réalité. **La France, qu'elle soit gaulliste, européeniste, atlantiste, etc., est désirée pour ce qu'elle est fondamentalement, et non pour ce qu'on aurait aimé qu'elle devienne.** Une puissance moyenne, alternative ou complémentaire, disponible et engagée, capable de répondre aux préoccupations de ses partenaires grâce à une panoplie de leviers militaires, technologiques, politiques, diplomatiques, économiques et culturels. C'est le cas, naturellement, pour les autres partenaires réguliers de la France sur la zone. C'est le cas aussi, de plus en plus, pour les adversaires du camp allié de la France, l'Iran notamment. La posture que l'Élysée et le gouvernement tentent de donner à la France actuellement, (...).

*La suite de cette note et de la rubrique **La France vue par les 24** est réservée aux clients de MESP*

Grands contrats

Arabie saoudite

PIF oriente les dépenses vers des opportunités politiques

MBS courtise le CMI russe : contrats d'armement en vue

MBS ferait prochainement une halte à Paris pour rencontrer E. Macron

CCG

Crise du Qatar : pressions au Congrès US pour geler les ventes d'armes

Crise du Qatar : Doha veut solliciter l'OMC pour se soustraire à l'embargo

Crise du Qatar : choisir entre les intérêts au Qatar et dans le reste du CCG ?

Irak

Reconstruction de Mossoul : appel à une contribution « internationale »

Iran

Zagros Airlines signe un protocole d'accord avec Airbus : \$4,2md

Total inaugure son grand retour avec un (premier) accord stratégique

En Iran, c'est LE contrat. Après de longues négociations, Total a signé, lundi 3 juillet, un accord sur 20 ans d'une valeur estimée à 4,8 milliards de dollars pour le développement de la phase 11 du champ gazier de South Pars, situé dans le Golfe Persique, à cheval entre la frontière irano-qatarie. Il s'agit du premier accord du genre avec un groupe occidental après la levée des sanctions.

Le contrat a été signé en présence du PDG du groupe, Patrick Pouyanné, du Ministre du Pétrole Bijan Zanganeh, et des directeurs de la compagnie chinoise CNPC et de la société iranienne Petropars, partenaires de Total dans ce projet. Pouyanné a été reçu ensuite par le Président Hassan Rouhani, heureux de concrétiser un engagement pris avec la France avant sa réélection...

Le début de la production est prévu pour 2021. Le gaz produit sera réservé au marché iranien. L'accord, annoncé il y a deux semaines par Zanganeh, et confirmé après la visite du Ministre des Affaires étrangères Javad Zarif à Paris (29-30/06), devait être signé au début de 2017, mais l'élection de Donald Trump a fait planer un doute sur la viabilité des investissements majeurs en Iran. La prolongation de l'allègement des sanctions économiques contre Téhéran par l'Administration Trump le 17 mai 2017, et la réélection du Président Rouhani deux jours plus tard, ont été cruciales pour atténuer les risques autour du projet, même si les incertitudes persistent. L'accord intervient après l'adoption par le Sénat américain, le 15 juin, d'un nouveau texte (qui doit encore être approuvé par la Chambre des représentants) pour imposer de nouvelles sanctions

contre l'Iran. Cela offrirait à la France et au Président Emmanuel Macron une autre occasion de se distinguer une nouvelle fois par rapport à la politique Américaine dans la région, et d'enregistrer ainsi un premier succès économique majeur en Iran.

Après Renault, PSA et Airbus, Total confirme, à son tour, son retour sur le marché iranien.

Mais la démarche de Total doit être appréciée à sa juste valeur, à la fois pour le Groupe, et pour l'Iran. S'il est vrai que d'autres groupes, comme Airbus ou Boeing, ont conclu des contrats commerciaux géants après la levée des sanctions, il s'agit, avec Total, d'un investissement direct étranger majeur dans le pays, avec tous les risques que cela comporte. La décision est saluée par le Ministre Zanganeh : "Nous n'oublierons jamais que Total a été le précurseur". L'Iran ne manquera pas de miser sur cet accord pour regagner la confiance des investisseurs.

Toujours en Iran, et parallèlement à ce projet, Total poursuit ses négociations en vue d'investir dans le secteur de la pétrochimie. Pouyanné n'a pas manqué de préciser que le contrat signé le 3 juillet n'était que le premier d'une série de contrats qui seront signés entre Total et l'Iran (...)

Liban

ENI et Total pressenties pour investir dans le gaz offshore libanais

Qatar

Doha courtise le CMI turc : investissements dans l'industrie de défense

En pleine crise, Qatar Airways fait miroiter d'importantes opportunités d'affaires

QIA entend élargir ses investissements aux Etats-Unis et en Russie

Coupe du Monde 2022 : les entrepreneurs établissent des plans de sortie

*La suite de ces notes et de la rubrique **Grands contrats** est réservée aux clients de MESP*

Spotlight

Algérie

Abdelaziz Bouteflika capitalise sur la « prochaine » visite de Macron à Alger

Arabie saoudite

Salman Ben Abdulaziz attendu à Moscou : investissements directs

Salman Ben Abdulaziz annule sa participation au G20 : MBS

Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, devient le roi des intrigues...

Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz attendu à Paris (juillet et septembre)

Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz en résidence surveillée : quid de Mitaab Ben Abdullah ?

Les informations, démenties par une source saoudienne anonyme, disent l'ancien Prince héritier Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz en résidence surveillée dans son palais à Djeddah. MBN, qui a prêté allégeance au Prince héritier Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz, doit encore admettre son éviction définitive du système. Pour celui qui possède tous les secrets des membres les plus influents de la famille, et qui ne se reconnaît pas dans son successeur au Ministère de l'Intérieur, il ne s'avouera pas vaincu facilement. Son clan, celui de Nayef, lui est toujours loyal, en attendant peut-être que le jeune et inexpérimenté neveu Abdelaziz Ben Saud Ben Nayef Ben Abdulaziz fasse ses preuves à l'Intérieur, dans la lutte contre le terrorisme, la protection des installations stratégiques et, surtout, la protection des princes et de leurs familles. Trois chantiers paraissent nécessaires pour MBS pour barrer la voie à une possible survie politique de MBN : (i) « De-MBNiser » les principaux services de l'Intérieur, (ii) imposer son successeur à l'Intérieur, à la famille et aux partenaires internationaux notamment les services américains très engagés historiquement avec MBN ; (iii) Neutraliser l'alliance, forte, entre MBN et le Ministre de la Garde Nationale le prince Mitaab Ben Abdullah Ben Abdulaziz, qui représente à la fois le clan Mitaab et une partie du clan Nayef, et qui assure, historiquement après son père, un contrôle toujours aussi solide sur les tribus, autres piliers du régime. MBN sera maintenu en (...)

Ahmad Ben Abdulaziz remis en selle par... Mujtahidd

Turki el-Fayçal persiste et signe : soutien à l'Opposition iranienne à Paris

Adel al-Jubeir reprend en main son Ambassade à Washington : lobbying direct

Abdelaziz Ben Saud Ben Nayef Ben Abdulaziz : tiendra-t-il son Ministère de l'Intérieur ?

Bahreïn

Hamad Ben Issa Al Khalifa s'entretient avec Vladimir Poutine

Egypte

Abdel-Fattah al-Sissi consolide son alliance avec Mohammad Ben Zayed
Abdel-Fattah al-Sissi confirme son (énième) rapprochement stratégique avec Riyad

EAU

Khalifa Ben Zayed Al Nahyan toujours disponible pour la photo
Mohammad Ben Zayed Al Nahyan et son clan reçus à l'Élysée : partenariat stratégique pérenne
Omar Saïf Ghobbash lance des avertissements, à partir du Moscou, aux Européens...
Youssef al-Otaïba impliqué dans un scandale financier : révélations à Washington

Irak

Al-Sistani salué pour son engagement contre l'EI : quid de Sulāïmani ?

Iran

Javad Zarif en tournée européenne : diplomatie d'affaires

Jordanie

Abdullah II à Paris (Élysée) avant une visite (semi)privée à Washington

Koweït

Mohammad Abdullah Al Sabah : médiateur en chef dans la crise du Qatar

Liban

Joseph Aoun remplit sa mission contre l'EI et AQ : coordination avec les autres services

Libye

Saïf Kaddhafi a (encore) des sympathisants à Paris

Khalifa Haftar est désormais officiellement accepté par Paris

Haftar, Seraj, Kadhafi et les autres : la crise qatarie affecte les rapports entre les belligérants

Maroc

Mohammad VI cherche un bouc émissaire pour apaiser le Rif

Qatar

Tamim Ben Hamad Al Thani renonce à son voyage officiel à Paris

Tamim Ben Hamad Al Thani reçoit une lettre écrite du Président Macron

Tamim Ben Hamad Al Thani provoque Riyad : Rouhani, Erdogan, Abadi, Poutine...

Tamim Ben Hamad Al Thani proposera-t-il à Poutine une présence militaire au Qatar?

Hamad Ben Khalifa Al Thani tente de gérer la crise à partir de Doha

Hamad Ben Jassem Ben Jabr Al Thani et cheikh Mozah Al Masnad à Doha

Mohammad Ben Abdelrahman Al Thani : un super MAE, sur tous les fronts (Washington, Paris, Koweït...)

Khaled Al Attiyah : un super MinDef, provocateur à Ankara

Khaled Al Attiyah annonce un complot saoudo-émirati pour renverser TBH

Meshal Ben Hamad Al Thani intensifie son lobbying à Washington

Abdullah Ben Mohammad Al Thani vend le QIA à Washington et New York

Qui manipule les « manifestants » anti-Qatar à Paris ?

Turquie

Erdogan reçoit le Ministre russe de la Défense : S-400

*La suite de cette note et de la rubrique **Spotlight** est réservée aux clients de MESP*



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 4 • 4 juillet 2017

Middle East Strategic Perspectives
Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me